

Conseil Départemental des Agenda 21 de la Gironde

Agenda 21 de réseau

Laboratoire d'innovations collectives

Rapport d'activité

juillet 2013- juillet 2014



Conseil Départemental des Agenda 21 Locaux

65 collectivités et les partenaires en réseau

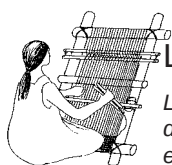




En 2013, l'Agenda 21 du réseau girondin est devenu
Laboratoire d'innovations collectives

Des éléments de culture commune : « Posture d'innovation »

Des référentiels méthodologiques de production de connaissance
 (problématique, hypothèses, variables, protocole, expérimentations
 valorisation, évaluation par les pairs, diffusion)



Le métier à tisser

*Laboratoire d'intégration
 des transversalités
 essentielles pour une
 transition sociétale...*

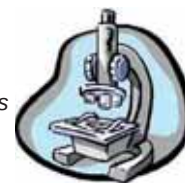


La paillasse

*Laboratoire
 d'expérimentation outillé
 (matériel et compétences
 partagées) et de
 manipulation de ces «
 autres manières de
 travailler » ensemble...*

Le microscope

*Laboratoire d'analyse des
 nouvelles pratiques et
 des changements...*



2013 : l'Agenda 21 de réseau devient le Laboratoire d'Innovation Collective
 cellule d'appui à l'innovation et à l'expérimentation

Le 10CO du Labo :

1. COonnaissance
2. COOpération
3. COresponsabilité
4. COncertation
5. COntroverses
6. COhésion
7. COmmunication
8. CO-conception
9. COmpétences
10. CO-évaluation



Bourse aux compétences DD

Formations actions

Prospective

Expérimentations territoriales

Partage et mutualisations



Mode Labo – Mode d'engagement :



Expérimentation : droit à l'erreur
 et à la sérendipité – Evaluation au
 regard des 5 finalités et des
 éléments déterminants du DD – Innovation -
 Communication, partage et diffusion –
 Transversalité - Parangonnage – Ouvrir et
 associer – Accessibilité – Enthousiasme...

16ème Comité de pilotage du Conseil Départemental des Agenda 21 locaux

Sommaire :

1- Coconcevoir et expérimenter en Gironde les transitions vers une société durable

Transition énergétique	pages 4-5
Transition écologique	pages 6-7
Transition territoriale	pages 8-9
Transition économique	pages 10-11
Transition numérique	pages 12-15
Transition sociétale.....	pages 16-25
Enquête sur le bien-être en Gironde.....	pages 26-27

2- Et des nouvelles manières de travailler fondées sur l'envie, la confiance, le partage et la réciprocité : la Bourse aux ingéniosités girondines, bourse aux compétences DD en Gironde.....

..... pages 28-29

3. La vie au réseau : les RDV depuis juillet 2013 et à venir

..... pages 30-31

Transition énergétique

Agir maintenant

Les enjeux d'une politique climat-énergie ambitieuse au niveau communal et intercommunal :

Une politique climat-énergie ambitieuse vise à rendre les communes et territoires moins fragiles face aux bouleversements de la nouvelle donne énergétique, dans tous les domaines de nos sociétés et de nos quotidiens. Dans le même temps, elle permet de réduire nos émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) contribuant ainsi à combattre le changement climatique, enjeu majeur des prochaines décennies. Détaillons ici les enjeux d'une telle politique, secteur par secteur.

Urbanisme et aménagement du territoire :

L'artificialisation a augmenté de 40% les 20 dernières années, soit 4 fois plus vite que la population. Ce rythme s'accroît fortement : on artificialise aujourd'hui l'équivalent d'un département tous les 7 ans, contre un tous les dix ans au début des années 2000.



C'est une des conséquences les plus visibles d'un développement (péri)urbain non maîtrisé, fortement consommateur d'espace et se traduisant principalement par la construction de maisons individuelles. Nous nous sommes petit à petit rendus plus efficace, dit de la

(GES), en particulier dans les transports (prépondérances individuelle) et du bâtiment (collectives).

50% des constructions dans les villes de moins de 20 000 habitants, l'étalement urbain gagne au détriment des communes et des territoires ruraux. Les équipements, de plus en plus de plus en plus, sont installés loin de la ville. Leur lieu de travail (souvent pour de coût du foncier) subissent la précarité énergétique liée aux déplacements - autrement dit, ment énergétique.

L'étalement urbain est très consommateur de terres agricoles et naturelles ; il est aussi coûteux pour les services collectifs (réseau d'électricité, de gaz, éclairage public, ramassage, collecte des déchets, etc.), très coûteux pour que certains services puissent être mis en place (réseaux collectifs et transports collectifs, par exemple). De plus, le mitage (= l'éparpillement des constructions) et l'artificialisation de sont particulièrement dommageables, biodiversité déjà fortement menacée, la perte d'espaces naturels, leur fragmentation (infrastructures), les pollutions, les impacts des changements climatiques.

L'imperméabilisation des sols accroît également les risques d'inondation, d'autant que les changements climatiques auront pour conséquence l'augmentation du nombre et de la fréquence d'événements climatiques extrêmes (de type fortes précipitations). Il est ainsi fondamental de prendre en compte dans le

Mobilité :

En termes de consommation d'énergie finale, le transport (32% en 2010) représente le deuxième secteur le plus important derrière le résidentiel tertiaire. En revanche, il est le principal secteur émetteur de GES en France (26 %), et celui dont les émissions augmentent le plus vite (+13,5 % entre 1990 et 2008). Cette situation est encore plus marquée en Pays Basque (couloir de passage, maisons individuelles et dispersées, retard pris dans les politiques d'alternatives à la voiture).

Cette responsabilité déjà lourde est cependant sous-évaluée puisque les déplacements internationaux ne sont pas pris en compte, pas plus que les émissions de GES liées à la réalisation d'infrastructures et d'équipements routiers, à la fabrication des véhicules et à l'extraction et au raffinage des carburants.



localement, l'Enquête Ménages et Déplacements réalisée en 2009/2010 en Pays Basque et sud des Landes estime que sur environ un million de déplacements quotidiens, 77 % se font en voiture contre à peine 4 % en transports collectifs et 1 % en vélo !

Gestion, production et distribution de l'énergie :

Forêts :

Stockant du carbone dans le bois, les sols et la matière organique, les forêts ont un impact fort sur le climat. Bien gérées, elles permettent de fournir en bois-énergie, renouvelable, et en bois-construction qui

Bâtiments :

Le secteur du bâtiment (tertiaire, résidentiel) est le plus gros consommateur d'énergie (42,5% de l'énergie finale consommée). Chaque année, cette consommation équivaut à plus d'une tonne de pétrole par personne. Les bâtiments sont responsables de 19% des émissions de GES, dont 2/3 par les logements. Le risque de déperdition moyenne des bâtiments est de 15% (Whp/m²). Il est donc nécessaire d'en tenir compte dans les pratiques de gestion forestière.

Eau :

Économiser l'eau est devenu une nécessité. Les niveaux des nappes phréatiques

Agriculture :

L'agriculture est à la fois l'un des secteurs les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques et un contributeur net aux émissions de gaz à effet de serre (GES). Les émissions directes de GES (sur les exploitations agricoles) sont

Gestion et prévention des déchets :

Selon les inventaires annuels, le traitement des déchets en France est responsable de 4% des émissions de gaz à effet de serre. La mise en décharge (en particulier les émissions différées des déchets enfouis précédemment) engendre à elle seule plus de 16% des émissions de méthane, gaz à effet de serre au pouvoir de réchauffement global 25 fois supérieur à celui du CO₂. Ces chiffres n'incluent pas les émissions liées au transport, comme la collecte par exemple. Ils n'intègrent pas non plus les émissions évitées liées aux substitutions permises par les valorisations matière et énergétiques. Il faut également garder à l'esprit qu'un déchet a d'abord été un produit dont chaque étape du « cycle de vie », fabrication, distribution, utilisation, a émis des GES.

sont collectés en porte à porte)) qu'au Sud (Usurbil, Hernani, Oñativia, etc.). toutes passées en collecte sélective (porte à portes des déchets).



bizi !
Zéro Déchet

Risques :

Votre boîte à outils

Pour agir contre le changement climatique et pour la transition écologique et énergétique !

Municipales 2014

esna kutxa

herriko hauteskundeak

bizi !

Transition énergétique

Informar, intégrer, relayer, veiller à la cohérence des dispositifs à toutes les échelles

Quoi ? L'articulation des interventions est primordiale à toutes les échelles. Après l'animation d'un Club des Plans Climat Girondins (2010-2012), le réseau s'applique à intégrer les stratégies et opérations énergétiques dans tous les chantiers en cours.

Pourquoi ? La question énergétique doit être désormais prise en compte comme une donnée de base : sobriété, performance et renouvelables sont à intégrer dans toutes les réflexions, stratégies territoriales et programmes d'actions.

Qui ? Tous les acteurs girondins en connexion avec les acteurs régionaux, nationaux, européens et internationaux.

Où ? Partout.

Quand ? Maintenant.
Début 2013, Le Club DD des élus girondins a rédigé une contribution collective au débat national de la transition énergétique.

Comment ? Information, formation, relais, clarification des cartographies des parties prenantes, des boîtes à outils et des compétences nécessaires pour atteindre les objectifs de la feuille de route nationale. Retours d'expériences.

Et maintenant ? Forte mobilisation début 2015 autour des Assises Nationales de l'Energie qui seront pour la première fois organisées en Gironde (pilotage par la CUB) et l'accueil en France de la COP 21.



Transition écologique

Qualité de l'air dans les écoles

Quoi ? Sensibiliser et expérimenter des pratiques prenant en compte la qualité de l'air : achats responsables, sensibilisation des usagers et des personnels, modalités d'entretien ou de construction des bâtiments...

Pourquoi ? La qualité de l'air intérieur est un sujet de santé publique. Une nouvelle réglementation qui s'imposera dès 2015 dans les crèches et écoles maternelles. La sensibilisation et l'accompagnement sont une priorité.

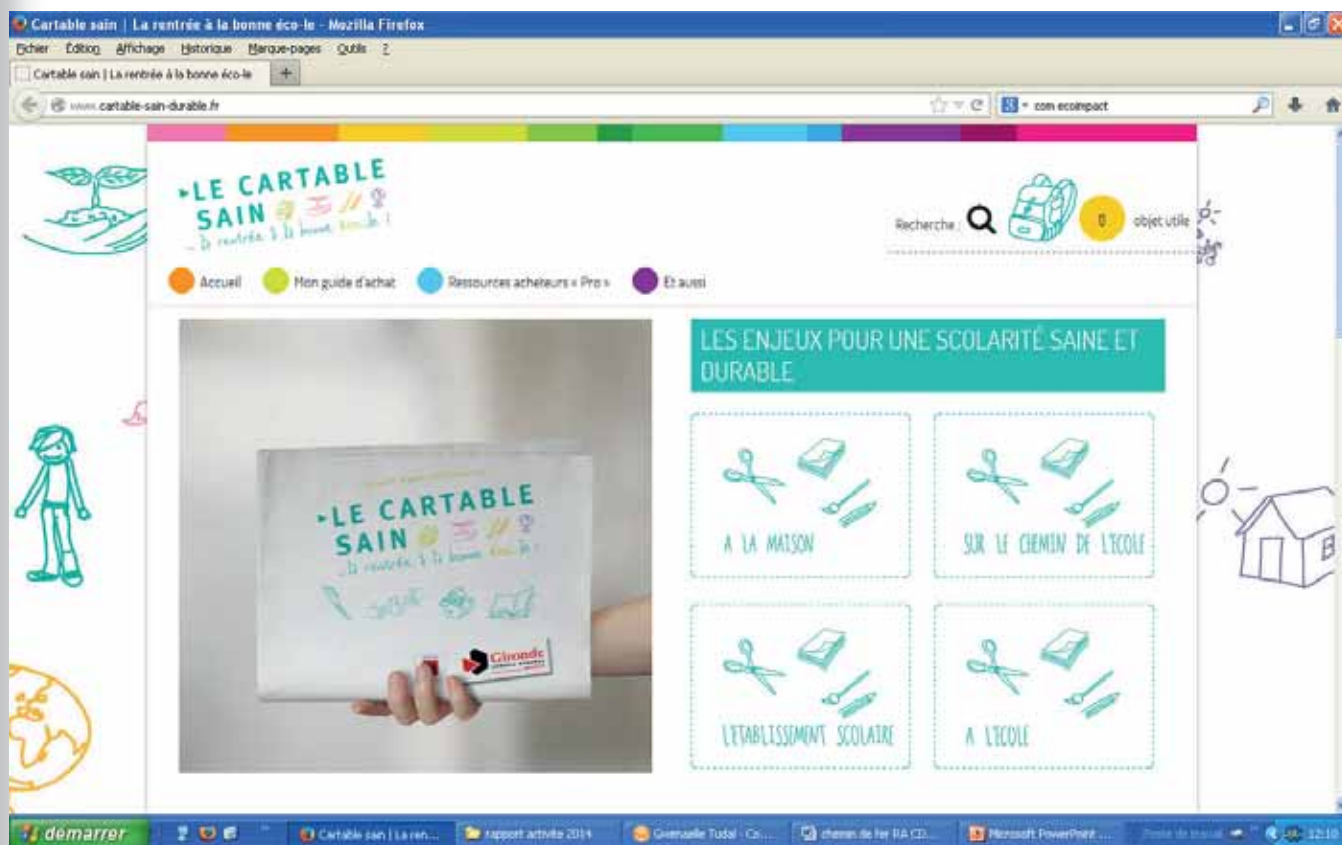
Qui ? L'Ademe, AIRAQ, l'ARS Aquitaine et le Conseil Général de la Gironde pilotent cette action avec l'appui de l'association Habitat Santé Environnement (initiateur du projet), l'APESA (appui technique) en mobilisant les partenaires membres de l'Association Aquitaine des Acheteurs Responsables (3AR) et du CDA21. La Mutualité Gironde, l'association Ekologeek et l'OCCE Gironde sont également mobilisées.

Où ? Cette action concerne les établissements qui reçoivent les enfants : crèches, écoles maternelles et primaires, collèges, centres de loisirs... et peut s'étendre à tous les établissements recevant du public (ERP).

Quand ? 3 ateliers ont eut lieu de janvier à avril 2014, avec l'objectif de mobiliser les services des collectivités concernés par les achats et l'entretien dans les ERP. Ainsi, une vingtaine d'acteurs se sont réunis, issus de services Développement Durable, Commande Publique, Education...

Comment ? Dorénavant, les collectivités achètent les fournitures des écoles. Ce passage « d'une dotation aux écoles » vers des « achats publics » est l'occasion d'intégrer des critères santé-environnement dans les marchés publics et de sensibiliser enseignants et gestionnaires des bâtiments.

Et maintenant ? Le site internet <http://www.cartable-sain-durable.fr/> est actualisé : une information plus attractive pour les familles, les enseignants et les acheteurs publics, avec une information facilitant la rédaction des marchés publics. Au 2ème semestre 2014, des ateliers pourraient avoir lieu sur les achats de jeux et jouets, de mobilier...



<http://www.cartable-sain-durable.fr/>

Transition écologique

Atelier Biodiversité, nature en ville et gestion écologique des espaces publics

Quoi ? Depuis 2012, ce groupe de travail se réunit sur la question de la nature en ville et de la gestion écologique des espaces publics

Pourquoi ? A partir du questionnement des perceptions des habitants, des élus, des services techniques, il s'agit d'identifier et d'expérimenter les leviers pour l'acceptabilité de modes de gestion entraînant un paysage moins habituel.

Qui ? Soutenus par la DREAL, le Conseil Général, la CUB, la FREDON, le SMICVAL et le CAUE pilotent cet atelier qui est animé par l'atelier de Paysage en partage Alpage, l'association HSEN, et la coach en communication Charlotte Guitton. Les services développement durable, technique et communication des collectivités en sont les cibles. En 2013, les communes de Floirac et de Saint-Seurin-sur-l'Isle ont été accompagnées sur la question de l'entretien des trottoirs et la formation-action des agents de terrain.

Où ? Tous les types d'espaces publics sont étudiés, du parc de la Mairie au trottoir de lotissement, des abords de l'école au cimetière...

Quand ? Cet atelier propose quatre ateliers dans l'année, un par saison, pour s'appuyer justement sur les travaux saisonniers sur la nature et les décliner en articles de communication saisonniers !

Comment ? Cet atelier met en réseau différents services des collectivités à travers des visites d'expériences et des ateliers de travail sur des projets en cours sur des collectivités « pilotes » dont les projets sont décortiqués collectivement. Les collectivités pilotes qui candidatent à l'appel à intérêt annuel bénéficient d'un accompagnement personnalisé.

Et maintenant ? 2014 est l'année qui boucle un cycle de 3 ans qui comprend : la méthodologie globale de projet (2012), la communication interne et la mobilisation des services (2013), les communications vers le grand public (2014). Pour cette dernière année, Barsac et Bruges sont les 2 communes pilotes.



Transition territoriale

Expérimentations territoriales pour approfondir : Agenda 21 et Solidarités écologiques

Quoi ? Un appel à projets 2012-2014 pour le renforcement des solidarités écologiques dans les stratégies et les programmes d'actions des projets territoriaux de développement durable.

Pourquoi ? Il s'agit de revenir aux sources du développement durable pour permettre le décloisonnement des politiques publiques un développement équilibré qui réduit le cumul des inégalités sociales et environnementales.

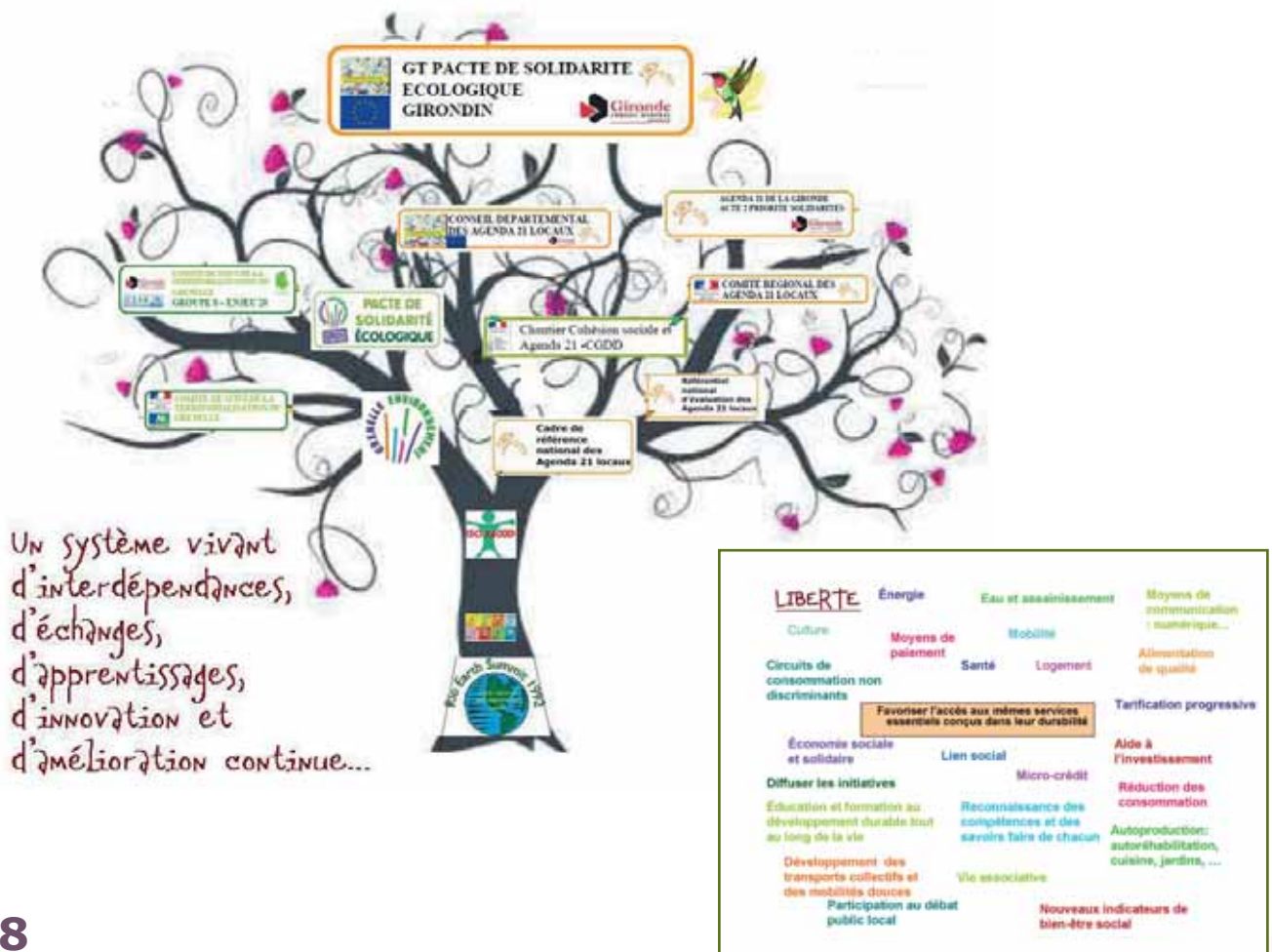
Qui ? 5 territoires lauréats : CdC Créonnais, Estuaire, Réolais, Pessac et Mérignac.
1 comité technique : DREAL, DRDJSCS, CAF, ARS, CG33, CETE Sud-Ouest, CNFPT, IRTS, PQA, Réseau préca énergie 33, Fédération des centres sociaux de Gironde.

Où ? 1 groupement de cabinets AFMR Etchary Formation et Ifrée Poitou Charente.
Les membres du chantier national Agenda 21 et cohésion sociale animé par le bureau des territoires du Ministère en charge du développement durable.

Quand ? GT lancé en 2010 avec le pacte de solidarité écologique : jury de l'appel à projet (novembre 2012), recrutement des prestataires (octobre 2012), lancement de l'accompagnement (janvier 2013), une séquence de formation-action collective par mois et un accompagnement individualisé par collectivité.

Comment ? Une formation action mensuelle pour les binômes cohésion sociale et A21, le soutien du poste de chargé de mission Agenda 21 et un accompagnement individualisé des territoires au pilotage de la démarche territoriale pour mieux appréhender la mobilisation des acteurs du territoire et les liens entre les enjeux sociaux et de DD locaux.

Et maintenant ? un diagnostic de précarité énergétique, une mise en réseau des acteurs de l'action sociale autour du développement durable, des ateliers mobilisation vers l'emploi et développement durable, un programme d'actions solidari-
tés écologiques dans un A21 et une approche territoriale de l'alimentation



Transition territoriale

Expérimentations territoriales pour approfondir : Agenda 21 et Aménagement Durable

Quoi ? 4 collectivités retenues à l'appel à projet 2012 pour approfondir le contenu durable des politiques d'aménagement et d'urbanisme, selon le référentiel des Agenda 21 locaux. Elles bénéficient d'un accompagnement collectif de type « formation action ».

Pourquoi ? L'évaluation de l'appel à projets 2009-2012 a montré des insuffisances en matière d'intégration des enjeux d'aménagement. Il s'agit de tester le référentiel aménagement durable du CDA21 à des projets opérationnels locaux.

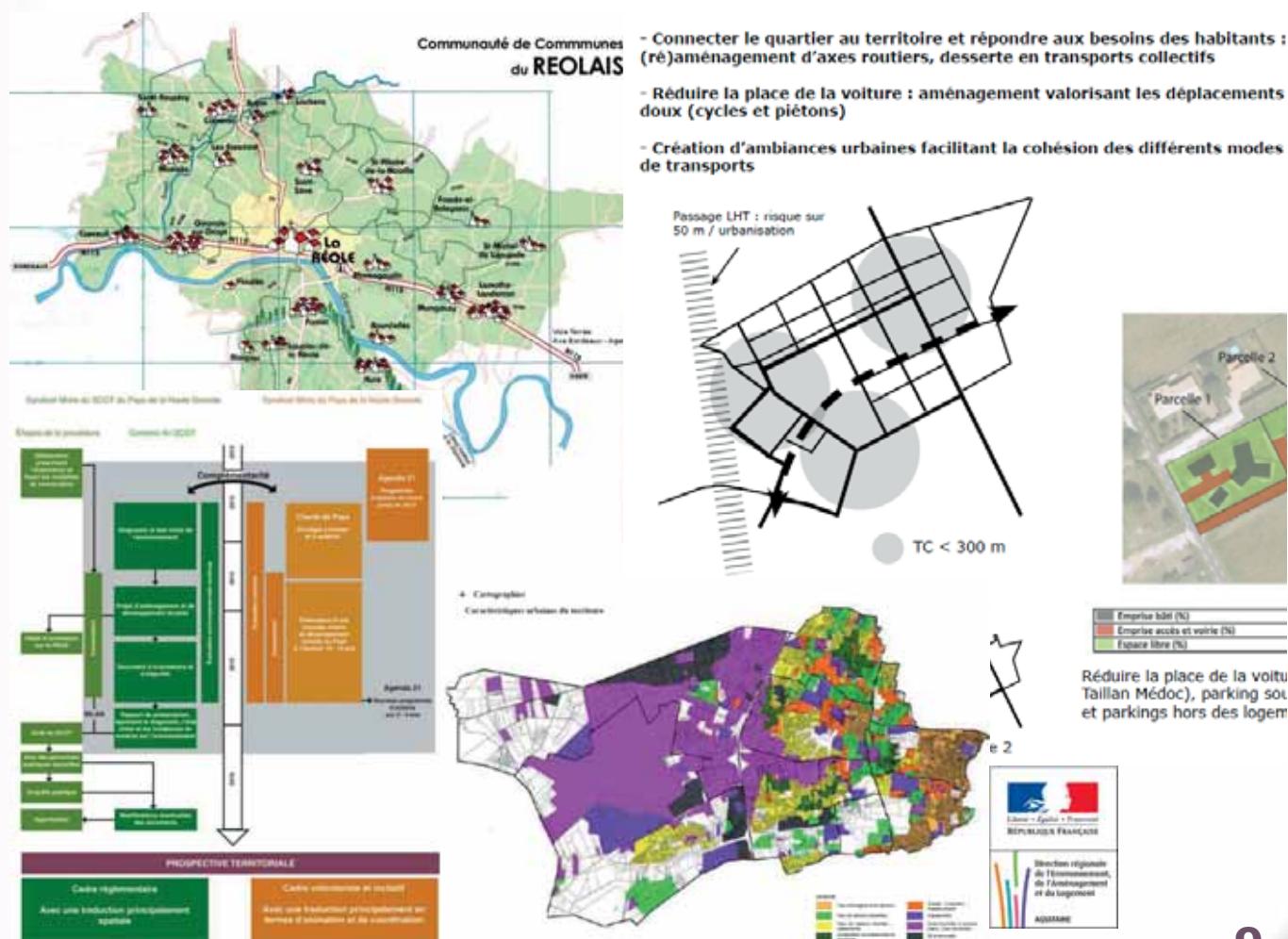
Qui ? Pays de la Haute Gironde (projet SCOT) ; Bassens (renouvellement urbain du quartier Jacques Prévert) ; Mérignac (construction d'un référentiel d'évaluation d'aménagement durable) ; le Taillan Médoc (aménagement d'un quartier).

Où ? Le cabinet Re-Resources est le formateur, appuyé par le CETE Sud Ouest, et sous le pilotage de la DREAL, de la CUB et du Conseil Général de la Gironde. Co-financement DREAL Aquitaine et CG33.

Quand ? L'appel à projet est lancé en avril 2012 ; les résultats sont délibérés en octobre 2012 ; le cycle de formation-action est lancé en décembre 2012, au rythme d'une journée par mois.

Comment ? L'accompagnement est triple : cofinancement du poste de chargé de mission Agenda 21, étude du projet dans le cadre de la formation action collective, appui individuel selon les besoins par le CETE Sud Ouest.

Et maintenant ? Les projets se précisent et sont approfondis. Des visites de terrain et des échanges d'expériences vont alimenter les travaux jusqu'en décembre 2014. Un cahier d'expériences sera diffusé début 2015.





Transition économique

Une coopérative pour les manifestations responsables

Quoi ? Après avoir accompagné pendant 7 ans les organisateurs d'événements, le réseau se tourne vers la structuration de l'offre de prestations pour les organisateurs « d'événements responsables ».

Pourquoi ? Il s'agit de faire émerger une offre girondine à forte valeur ajoutée environnementale et sociale, coordonnée pour faciliter le passage à l'acte des organisateurs d'événements.

Qui ? L'ADEME et le Conseil Général pilotent ce chantier, appuyés par ATIS – la fabrique à initiatives et l'association Meduli Nature. Les sociétés Ecocup (gobelets), AGGELOS (communication), UNIKEKO (vaisselle recyclable) et les associations Bellibule (communication), et Ioland (Toilettes sèches) sont parties prenantes de la création de la coopérative. Les Girondins de Bordeaux, Music Action sont parties prenantes, comme quelques collectivités du réseau, à la création de la coopérative.

Quand ? Mars 2011 : étude d'opportunité (ATIS) ;
Décembre 2012 : Appel à manifestation d'intérêt ;
février 2013 : étude de faisabilité ;
Eté 2013 : campagne de communication ;

Comment ? Février 2014 : création de la CREME : Coopérative Responsable pour des Manifestations Engagées

Et maintenant ? Structuration de l'activité associative, développement de l'offre de services globale (du diagnostic à l'évaluation et jusqu'à l'amélioration), recherche de partenariat avec les collectivités pour accompagner le passage à l'acte !



la crème

L'ingrédient indispensable
de vos manifestations
responsables



Transition numérique

L'espace collaboratif du réseau

Quoi ? Une plate-forme de travail collaboratif : calendrier partagé, supports de présentation, compte-rendus, ressources documentaires, actualités, veille partagée...

Pourquoi ? Centraliser tous les outils liés à la vie du labo d'innovations collectives et à l'Agenda 21 de réseau. L'EC permet à tout moment la recherche d'informations sur les chantiers en cours et garde ainsi mémoire de la vie du réseau.

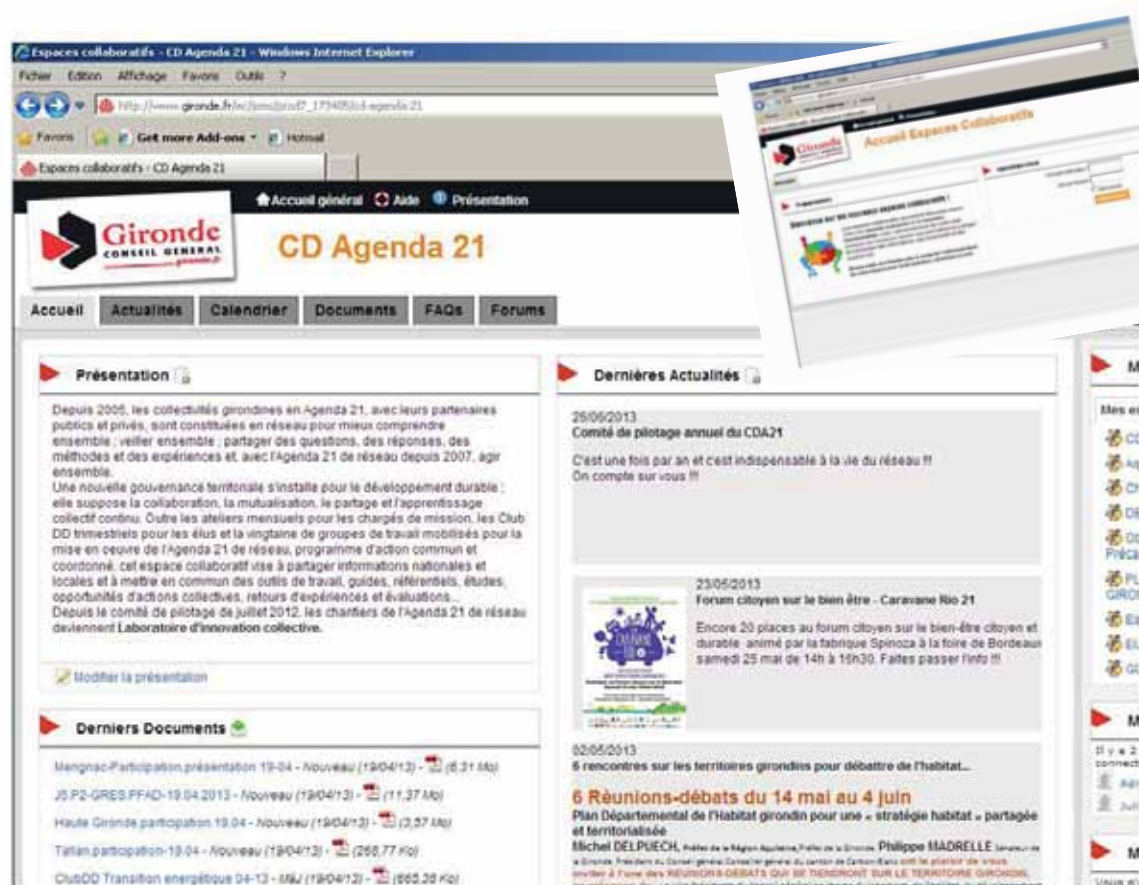
Qui ? L'ensemble des membres du réseau : 65 collectivités et 230 parties prenantes publiques et privées. Plus de 1000 identifiants individuels.

Où ? http://www.gironde.fr/jcms/c_6210/internet-acces-extranet

Quand ? A tout moment !

Comment ? Sur simple demande auprès de la mission Agenda 21 du CG33, dgsd-agenda21@cg33.fr, un identifiant peut vous être créé.

Et maintenant ? Utilisez-le !
Consultations, contributions, nous vous accompagnons !



Transition numérique

Médiation numérique

Quoi ?

Appropriation des usages et pratiques numériques pour tous

Pourquoi ?

Parce que le monde devient de plus en plus numérique : information, observation, analyse, services, production et consommation... Il est indispensable d'éviter les fractures numériques... La médiation numérique consiste à accompagner des publics variés vers l'autonomie, dans les usages quotidiens des technologies, services et médias numériques.

Qui ?

Toutes les personnes de la population qui se sentent dépassées par rapport au renouvellement incessant de l'industrie numérique et dont la vie pourrait être améliorée par de nouveaux usages numériques.

Où ?

Expérimentations en Gironde à Mérignac sur la Résidence des Pins, Bruges, Captieux et Camblanes et Meynac

Quand ?

de Juin 2013 à Décembre 2014

Comment ?

Par la mise en œuvre de formations aux usages du numériques et la création d'un site internet de quartier (Pour la Résidence des Pins). Par l'installation de capteurs et d'assistance numériques auprès de 24 foyers de personnes âgées pour Bruges, Captieux, Camblanes et Meynac.

Et maintenant ?

Deux rapports d'évaluation doivent permettre d'évaluer si ces deux expérimentations ont apporté une plus-value en terme de bien être et de lien social. Les 16 et 17 octobre 2014 seront organisés par le Conseil Général les deuxièmes assises nationales de la médiation numérique.



Contact : Centre social Le Puzzle / 05 56 13 17 86

aquit@bs

ville de Mérignac

Gironde Habitat



Gironde LE DÉPARTEMENT



Transition numérique

DémocratieOuvverte.org
la communauté francophone de l'OpenGov

Ouvrir les données publiques
(OpenData)



Schema démocratie ouverte de Anne-La Cour et Cyril Laga et al. 2014
Reproduction autorisée sous la licence Creative Commons Attribution

Faire de la pédagogie
Représenter les données (DataViz) -
Montrer les processus de gouvernance -
Infographies -



Permettre le suivi des politiques

- Stratégies de communication
- Tableaux de bords
- Lignes de temps

Consulter les citoyens

Recueillir critiques,
avis et idées



Concerter

Organiser des
débats publics



Co-Construire les politiques
publiques avec les citoyens

Transparence

**Démocratie Ouverte
(OpenGov)**

Participation

Collaboration



**Casser les silos
et les structures
pyramidales**

- A l'intérieur des institutions
- Entre les organisations



**Travailler en
transversalité**

- Design des politiques
- Mode projet
- Méthode agile
- Inter-organisations
- inter-territoires

Associations
Collectivités



Entreprises

**Organiser des partenariats
(inter/intra)**

INITIATIVES

Empreinte écologique

Évaluation de la pression
environnementale exercée par les
hommes sur les ressources
naturelles



Partager, enrichir, visualiser les données et autres
ressources utiles au débat national sur la transition
énergétique en France.

Partager une ressource Partager un jeu de données A propos



La culture de la donnée
Infolab CUB-Gironde
Atelier Cyberbase Cenon
21 janvier 2014



LA BANQUE MONDIALE

Données

Ressources en libre accès sur le
changement climatique



Transition numérique

Infolab = laboratoire d'usage et de réemploi des données publiques

Quoi ? L'infolab est un dispositif de médiation entre l'univers des données et les besoins et les projets des entreprises et des acteurs des territoires.

Pourquoi ? Développer une «culture de la donnée» au service des citoyens, des agents, des entreprises et des acteurs du territoire. Les activités humaines produisent et utilisent de plus en plus de données, les collectivités libèrent leurs données avec le mouvement Open Data. L'infolab propose d'accompagner les acteurs publics et privés dans l'appropriation et la réutilisation de ces données avec la construction de méthodologies et la mise en place d'une boîte à outils.

Qui ? Un programme porté par la Fondation internet nouvelle génération (FING). En Gironde, il mobilise une pluralité d'acteurs : les directions du Conseil Général, Cap Sciences, le Lyre, les Cyberbases de Bourg en Gironde et de Cenon, les acteurs associatifs des déchets, l'école de création visuelle (ECV), Institut du Journalisme Bordeaux Aquitaine (IJBA), la Communauté Urbaine de Bordeaux, SMICVAL, USTOM, société ANTS

Quand ? En 2013 expérimentations territoriales autour des données relatives à l'empreinte écologique ; 2014 : scénario de déploiement

Comment ? En réunissant des collectivités locales, des entreprises, des chercheurs, des associations pour expérimenter au Conseil général et avec l'écosystème local, en veillant à tirer parti des expériences existantes en travaillant avec d'autres collectivités...

Et maintenant ? L'infolab va être déployé en interne au Conseil général à partir du mois de septembre avec une programmation d'atelier mensuel. En parallèle, des actions d'essaimage continueront sur les territoires afin de diffuser les méthodes et de former les acteurs



Transition sociétale

Séminaires d'Exploration des controverses SEC

Quoi ? Modules de formations pour un DD à destination des acteurs du monde éducatif. Travail sur les représentations et le sens critique autour des finalités du DD, pour prendre en compte ces enjeux dans le cadre de sa pratique professionnelle.

Pourquoi ? L'objectif des SEC est de favoriser une culture commune du développement durable auprès des acteurs éducatifs locaux et d'encourager l'émergence de projets territoriaux d'éducation pour un DD pour tous.

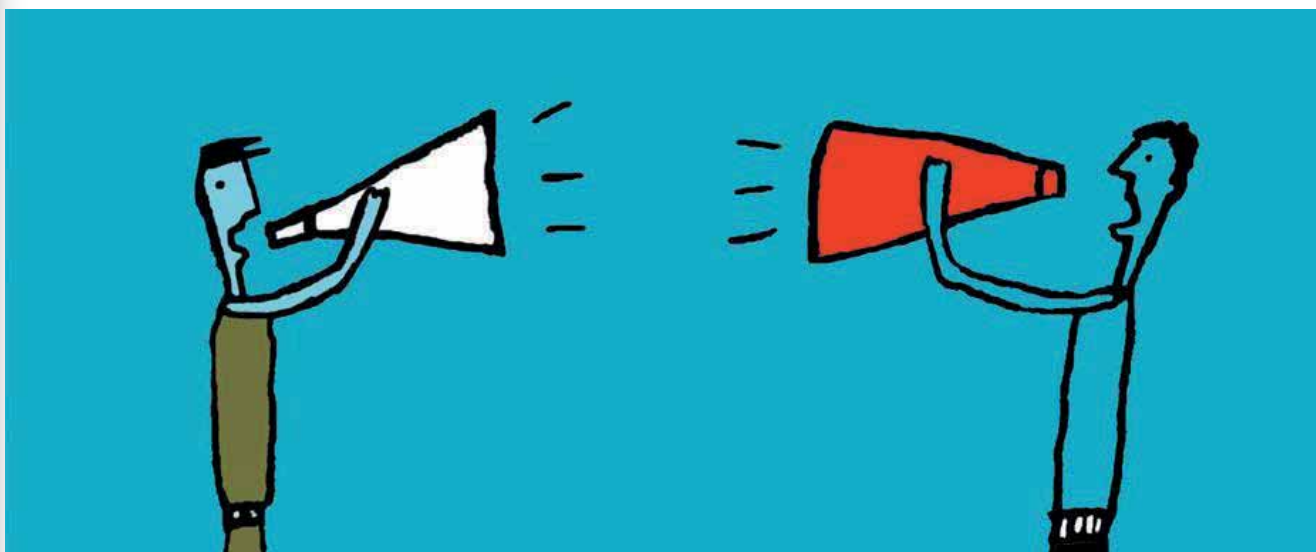
Qui ? Les sessions ont été conçues et animées par le Graine Aquitaine en partenariat avec les Petits débrouillards et la Ligue de l'Enseignement. Les participants sont des animateurs, des associatifs, des agents de collectivités et des élus.

Où ? Sur l'ensemble du territoire girondin par appel à manifestation d'intérêts : trois territoires accueillants : la CALI (animateurs enfance jeunesse), Mérignac (A21 de la Culture) et Ambarès-et-Lagrave (remobilisation et élaboration d'un nouveau programme d'actions).

Quand ? Le séminaire de la CALI s'est tenu au printemps, ceux de Mérignac et Ambarès-et-Lagrave se feront à la rentrée.

Comment ? Un SEC se déroule sur trois 1/2 j. Au travers d'une animation par le débat et de rencontres avec des « experts », les participants sont invités à répondre à la controverse : « développement durable : nécessité ou imposture ? » ; avant de questionner leurs pratiques et projets.

Et maintenant ? Après une évaluation très encourageante des sessions précédentes et l'enthousiasme des sessions 2014, un cahier d'expériences girondines accompagné d'un film témoignage sont prévus fin 2014.



Transition sociétale

Trophées de l'Agenda 21 de la Gironde

Valoriser les initiatives girondines

Quoi ? Un appel à reconnaissance des initiatives girondines portées par les girondins individuellement ou en collectif, les associations, les entreprises, les établissements scolaires, les collectivités territoriales et leurs groupements

Pourquoi ? Parce qu'il est important d'être reconnu et de savoir situer ses réalisations et projets dans un écosystème territorial dynamique pour savoir qu'on n'est pas seul au monde et aussi mutualiser, partager, amplifier nos efforts.

Qui ? les candidats peuvent être les girondins individuellement ou en collectif, les associations, les entreprises, les établissements scolaires, les collectivités territoriales et leurs groupements. Le jury est composé du CG, de collectivités membres du réseau, de la DREAL, la DRJSCS, ATIS la fabrique à initiatives, l'ADEME.

Où ? Les lauréats sont girondins.

Quand ? Tous les ans.
En 2013, les Trophées de l'Agenda 21 de la Gironde ont été remis à l'occasion de la rencontre des départements pour le DD (décembre).

Comment ? Un dossier de candidature disponible sur le portail Gironde.fr intégrant les 5 finalités du développement durable. Un accompagnement des candidats par la mission Agenda 21 de la Gironde, une valorisation des expériences.

Et maintenant ? L'année 2014 est une année de réflexion partagée pour repenser le dispositif de reconnaissance des initiatives girondines en connexion avec les projets territoriaux et les Défis de l'Acte 3 de l'Agenda 21.



Le profil DD de la Gironde



Profil Développement Durable 2011:

ST

ENTRETIEN Pour le professeur Jean Gadrey, il y a d'autres indicateurs que le seul PIB et surtout d'autres experts que les économistes pour évaluer la richesse d'un territoire.



BIO EXPRESS Jean Gadrey, 57 ans, est professeur émérite d'économie à l'Université de Lille. Très critique à l'égard du libéralisme, il est membre du Conseil scientifique de l'Ademe et collabore à « Alternatives Économiques » et « Poésie ». Il travaille depuis plusieurs années sur la recherche de nouveaux indicateurs de richesse.

à Sud-Ouest ». Après avoir écrit plusieurs ouvrages, vous avez participé aux travaux de la commission Stéfano. Pouvez-vous nous rappeler quelle était la vocation et quel environnement vous observait ?

dehors des indicateurs de besoins et d'activités associées de personnes âgées, les professionnels de la santé mentale ont besoin d'outils de mesure qui leur permettent d'évaluer les besoins et les capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté.

Pour le développement de ces outils, que change le travail de la communauté ?

Les professionnels de la santé mentale doivent travailler avec les personnes âgées et les professionnels de la santé des soins communautaires pour développer des outils de mesure qui soient adaptés aux besoins et aux capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté.

En travaillant ensemble, ils peuvent mieux comprendre les besoins et les capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté et développer des outils de mesure qui leur permettent d'évaluer ces besoins et ces capacités.

Pourquoi le travail de la communauté est-il important pour le développement de ces outils ?

Le travail de la communauté est important pour le développement de ces outils car il permet de mieux comprendre les besoins et les capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté. En travaillant avec les personnes âgées et les professionnels de la santé des soins communautaires, les professionnels de la santé mentale peuvent mieux comprendre les besoins et les capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté et développer des outils de mesure qui leur permettent d'évaluer ces besoins et ces capacités.

Comment le travail de la communauté peut-il aider à développer des outils de mesure ?

Le travail de la communauté peut aider à développer des outils de mesure de plusieurs façons. Tout d'abord, il permet de mieux comprendre les besoins et les capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté. En travaillant avec les personnes âgées et les professionnels de la santé des soins communautaires, les professionnels de la santé mentale peuvent mieux comprendre les besoins et les capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté et développer des outils de mesure qui leur permettent d'évaluer ces besoins et ces capacités.

Ensuite, le travail de la communauté peut aider à développer des outils de mesure qui soient adaptés aux besoins et aux capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté. En travaillant avec les personnes âgées et les professionnels de la santé des soins communautaires, les professionnels de la santé mentale peuvent mieux comprendre les besoins et les capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté et développer des outils de mesure qui leur permettent d'évaluer ces besoins et ces capacités.

Enfin, le travail de la communauté peut aider à développer des outils de mesure qui soient acceptés et utilisés par les personnes âgées qui vivent dans la communauté. En travaillant avec les personnes âgées et les professionnels de la santé des soins communautaires, les professionnels de la santé mentale peuvent mieux comprendre les besoins et les capacités des personnes âgées qui vivent dans la communauté et développer des outils de mesure qui leur permettent d'évaluer ces besoins et ces capacités.

[illegible][illegible]

Nouveaux indicateurs de richesse

Un référentiel de 6 indices de développement durable : au regard des 5 finalités de cadre de référence des Agenda 21 locaux et de la gouvernance.

Besoin de positionner une boussole du progrès construite collectivement, besoin de bénéficier de repères permettant de mesurer les trajectoires vers une société durable, besoin de constater la durabilité des territoires en Agenda 21

Près de 600 acteurs mobilisés sur les champs thématiques et 4 stagiaires parmi les meilleurs au monde : Elodie Albucher, Emilie Quérard, Hélène Pauillac, Benoit Emery.

Le Profil a été calculé à ce jour pour tous les départements métropolitains. Il est hébergé sur la « Ressourcerie DataLocale ». L'indice de cohésion sociale et territoriale est accessible pour toutes les communautés de communes girondines.

Travail initié en 2008. Première version du Profil publiée en octobre 2011.
Réactualisation en octobre 2014.

Une démarche itérative et participative initiée en parallèle des travaux d'expérimentation du Référentiel national d'évaluation des Agenda 21. Des experts nationaux ont été associés au même titre que des acteurs locaux pour définir une vision commune de «ce qui compte vraiment».

Territorialisation infradépartementale de tous les indices du profil DD et intégration des données produites par les girondins.



Transition sociétale

La méthode SPIRAL : agir pour le bien-être de tous

Quoi ? Une méthode visant à co-construire des programmes d'actions pour le bien-être de tous, aujourd'hui et demain, sur la base des critères de bien-être et de mal-être des habitants et des acteurs, mobilisant l'ensemble des capacités (coresponsabilité).

Pourquoi ? Pour considérer le bien-être comme un bien commun essentiel. Et pour considérer les habitants comme étant les plus légitimes à définir les critères de leur bien-être individuel et collectif. Et pour affirmer son pouvoir d'agir sur l'amélioration du bien-être durable.

Qui ? Initiée par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la stratégie de cohésion sociale. Le Réseau Responding Together des territoires de coresponsabilité réunit 600 territoires dans 40 pays (Le Département de la Gironde en est membre fondateur).

Où ? Partout dans le monde, sur des territoires, dans des collectifs et/ou des organisations.

Quand ? La méthode SPIRAL existe depuis 2006 (programme URBACT)
Initiation du réseau girondin en septembre 2013.
Création du réseau international Responding Together en janv. 2014.
4 «dynamiseurs SPIRAL» (formateurs de formateurs) depuis mars en Gironde
Mai 2014 - début du déploiement et formation des «facilitateurs SPIRAL»

Comment ? Des références, une boîte à outils, des outils d'analyse et de synthèse, des supports de formation et des retours d'expériences sur <http://wikispiral.org> et une capitalisation de toutes les remontées par l'Europe.

Et maintenant ? Elargir le cercle des facilitateurs SPIRAL pour déployer la méthode en Gironde, outiller le réseau, former (formation CNFPT 18-19 sept.) et mettre en oeuvre des «actions déterminantes».



Transition sociétale

GT Coresponsabilité sociétale territoriale

Quoi ? Groupe de travail multi-acteurs et multi-niveaux pour définir le périmètre et la boîte à outils de la coresponsabilité sociétale territoriale : contribution de chacun à la hauteur des enjeux et en prise avec les réalités locales.

Pourquoi ? Pour que chaque organisation, publique ou privée, puisse situer sa démarche au regard de sa contribution aux enjeux locaux, nationaux et internationaux du DD dans une perspective de coresponsabilité.

Qui ? Participants publics (Ministère DD, DREAL, DRJSCS, Conseil régional d'Aquitaine, Communauté Urbaine de Bordeaux, Département de la Gironde, Bordeaux, Pessac, Mérignac, CALI, SMICVAL, ENSC-IPB, Université de Bordeaux 3) et privés (AFNOR, Véolia eau et propreté, SNCF, REPER, Bureaux d'étude, Coop de France, Plateforme ISO 26000, SFE, KO_RDD, Atis Fabrique à initiatives). Partage avec les autres départements de la Région et réseaux nationaux (ETD, Comité 21) et internationaux (Responding together, Post 2015) - Soutenu par DREAL.

Quand ? Groupe de travail lancé en 2011 qui s'est appliqué dans 3 ateliers : 1er atelier de problématique, 2ème atelier de prospective de la coresponsabilité sociétale en Gironde en 2013 et atelier «indices de contribution» en cours

Comment ? Ce groupe est entre la recherche-action et la recherche-développement (R&D), il s'attache à préciser et à traduire la théorie dans la pratique et réciproquement... Champ d'innovation.

Et maintenant ? Diffusion du modèle d'évaluation de la part de chacun dans l'atteinte des objectifs locaux et supra (indicateurs de contribution) fin 2014. Test en Gironde sur le Défi Capacité Alimentaire.



Transition sociétale

Les indices de contribution : mesurer sa part et la part de chacun

Quoi ? Des indicateurs permettant de mesurer la part de responsabilité de l'ensemble de la chaîne des acteurs ayant un impact sur la situation du territoire au regard du développement durable.

Pourquoi ? Pour permettre à chacun d'agir «à la hauteur des enjeux», de situer ses pratiques par rapport à sa part de responsabilité et de pénétrer une dynamique territoriale de coresponsabilité sociétale où chacun fait sa part.

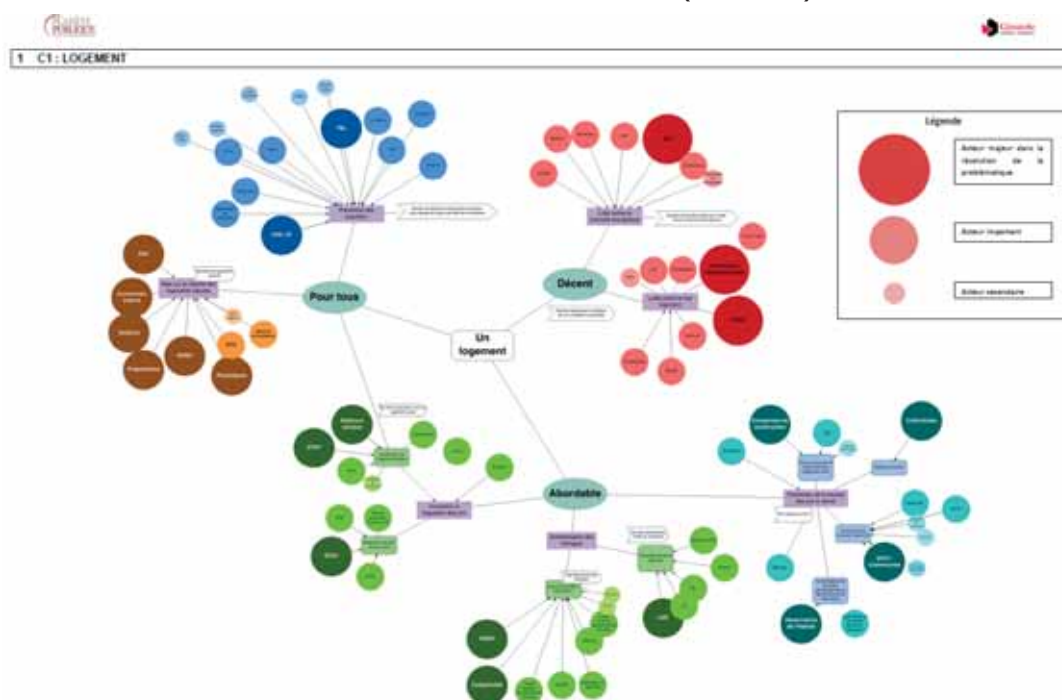
Qui ? Un groupe de travail composé d'acteurs publics et privés (CRA, CUB, CG, DREAL, DRJSC, Mérignac, Bordeaux, CALI, SNCF, La Poste, Espere, ETD, MinistèreDD, ENSC-IPB, Bx3, KORDD, AFNOR, SMICVAL) accompagné par un prestataire, Planète Publique - Cofinancement DREAL-CG

Où ? Un groupe de travail du réseau Responding together (24 juin 2014)
Un groupe de travail multi-niveaux et inter-réseaux Post 2015 (mai et juillet 2014)

Quand ? Depuis 2013, réflexions autour d'une modélisation de la coresponsabilité sociétale. Installation de l'atelier «Indice de contribution» en février 2014. 1ère version du modèle en juin 2014.

Comment ? Lister l'ensemble des parties prenantes impactantes sur les différents indicateurs du profil DD de la Gironde et des défis de l'Acte 3. Elaborer un calculateur (type bilan carbone) pour apprécier sa part, ses efforts et les efforts des autres

Et maintenant ? Connecter la mesure des efforts à l'évolution de la situation territoriale et/ou l'atteinte de cibles précises. Elaboration d'un outil web interactif et attractif (fin 2014)



calculateur de contribution
au développement durable de la Gironde

Transition sociétale

Le Manifeste de la Coresponsabilité sociétale territoriale pour le bien-être

Quoi ? Un texte court de définition, d'affirmation et d'engagement dans la coresponsabilité sociétale pour le bien-être de tous pour aujourd'hui et pour demain.

Pourquoi ? Pour clarifier le propos et le vocabulaire, affirmer le SENS de l'action, décrire la coresponsabilité comme processus opérationnel, proposer de nouveaux regards et de nouveaux outils pour agir à la hauteur des enjeux.

Qui ? Première version rédigée par la mission Agenda 21 de la Gironde à la croisée des réflexions de plusieurs ateliers du réseau girondin et des convergences des chantiers nationaux et européens + tous les relecteurs et les signataires.

Où ? En Gironde et au delà...

Quand ? Première version présentée au réseau Responding Together (Conseil de l'Europe) en mars 2014, relectures dans les réseaux locaux et nationaux (avril-juin). Version consolidée avec le réseau Responding Together le 24 juin 2014.

Comment ? Ecriture collaborative.

Et maintenant ? Organisation de l'adhésion et partage au colloque national des Agenda 21 de demain le 4 décembre à Paris, en présence de Mme la Ministre



Faire de la société un bien commun essentiel

Vers un

Manifeste pour la coresponsabilité sociétale territoriale et la contribution au développement durable « à la hauteur des enjeux »

L'avenir, la perte de repères, la perte globale du sens et la distance vis-à-vis de la fin des processus et des capacités locales, nationales et internationales sont des défis pour toute organisation, source de mal-être, de désorientation, de dilapidation et de repli individuel et collectif.

D'une part, un repli individuel sur des actes immédiats de consommation qui ne correspondent pourtant pas à la satisfaction des besoins réels ni aux critères de bien-être définis par les citoyens eux-mêmes. La consommation addictive, outre le fait qu'elle ait été dictée par une économie productiviste non orientée sur la satisfaction des besoins mais bien plutôt sur l'invention de faux besoins, n'est qu'un tonneau des Danaïdes qui ne simplifie jamais et se trouve sans cesse percé de frustrations nouvelles. Elle peut même constituer une recherche, par les individus des choses qu'ils peuvent faire, qui sont à leur portée, qui sont valorisées par l'entourage et la société. Consommer, chacun peut faire, dans certaines limites, même avec de l'argent dont il ne dispose pas (crédits bancaires). Garder ses besoins d'être capable de se reconnaître.

D'autre part, un repli collectif sur du contrôle, de la surveillance à défaut de bienveillance, de l'insécurité normative à défaut de valeurs partagées qui soient connectées à la réalité de la vie. Et pourtant, partout, un besoin de confiance, de motif de vivre ensemble comme repère à la barbarie, une envie de vision d'un avenir qui ne soit pas que reconstruit.

Parallèlement s'affaiblissent la connaissance et l'actualité des enjeux climatiques, sociaux, énergétiques, écologiques et économiques comme leurs interconnexions et leur actualisation dans un monde de plus en plus numérisé. En à peine une génération, à peine le temps pour changer un système de représentations sociales de nos biens communs, insuffisant pour y élever un système d'action, de gestion, de protection. Trop vite et trop lent.

A l'incapacité internationale de faire face, sur fond de consensus, à ces nouveaux enjeux interdépendants, s'ajoutent des incapacités locales qui s'expriment en signant la gouvernance internationale au lieu d'inventer collectivement de nouvelles formes adaptées connectées aux réalités de la vie et aux réflexions culturelles des acteurs locaux. Du stratégique à l'opérationnel, elles s'efforcent également en déclarant sans traduire des objectifs macroéconomiques, qui, à force de déclinisme, déclinent, perdent de leur puissance stratégique et ne savent pas mobiliser les leviers opérationnels pertinents en dehors des jeux de rôles faussés, incapables de produire du changement car conçus pour la stabilité. Inversement, quand il y a tentative de traduction à l'heure des enjeux locaux, la traduction se fait souvent traduite sacrifiant un niveau d'ambition à la hauteur des enjeux aux conceptions des consensus locaux. Trop global et trop local.

Il est, collectivement au global comme au local, on sait pour les constatés mais on ne sait pas agir à la hauteur des enjeux. De nouveaux mots ont fait leur apparition face à ces nouveaux maux : sur ce qu'il faut vivre, le développement durable, les biens communs et sur la manière d'organiser la gouvernance, la participation, l'association des parties prenantes... mais pas sur la manière de faire, sur la hauteur des enjeux. Ces mots-là sont plus récents : contribution, coresponsabilité sociétale... Ils résonnent et naissent à différents endroits. Nous pensons qu'il s'agit de mots qui comptent vraiment et nous voulons les définir, les armer pour ne pas qu'ils se fassent voler de leur sens et de leur potentiel de transformation, à la fois à la hauteur des enjeux globaux et à la mesure des capacités et des besoins locaux, vers une société durable pour tous. Ce potentiel de transformation, ils savent dire car ils sont prononcés par ceux qui en ont vraiment envie...

Il faut utiliser les « bons mots », sans les gâcher, sans jargonner, pour projeter, partager et réaliser le projet territorial de développement durable, Agenda 21 local. En principe et les valeurs d'une responsabilité commune (coresponsabilité) y sont pondus au regard de la société et de l'environnement (sociétale) qui s'inscrit en conscience des enjeux globaux et en prise avec la réalité de la situation locale (territoriale) : la coresponsabilité sociétale territoriale.

Intrinsèquement la coresponsabilité sociétale se doit d'être ouverte de bien commun. Et, de fait, la recherche d'une société plus solidaire et plus saine vient d'abord d'une ouverture de bien commun qui peut générer également une ouverture de communauté dans une perspective de coresponsabilité et d'adhésion. Pour autant cette intuition mérite aujourd'hui d'être explicitée afin de corriger les bases solides d'un projet global et de long terme.

Il est la question à un problème durable : les solutions et les alternatives

Une simple pensée par exemple à se voir à l'avenir de chercher le « comment » répondant à la question : comment allons-nous être ?

- Faire de la société un bien commun essentiel : éléments de langage commun
- 1) Définir les biens communs et la communauté
 - 2) Définir la coresponsabilité sociétale territoriale
 - 3) Définir l'adhésion des parties prenantes pour créer les conditions de la transformation
 - 4) Définir une belle à venir



Version de travail...
A vos plumes...

Plus d'informations : agenda21.gironde.fr, en abscence, voir contact : Sébastien Ruffe ou Isabelle Chabot - voir site agenda21.gironde.fr
05 56 59 47 44 - agenda21gironde.fr

Transition sociétale

La part du politique
Club DD des élus girondins

Quoi ? Un club DD pour les élus girondins : une rencontre trimestrielle sur un thème co-défini réservée aux élus seuls ou accompagnés.

Pourquoi ? Identifier la «part du politique» dans les stratégies locales pour un développement durable. Entre le respect de la loi et le projet intégré ambitieux, aider les élus à mettre le curseur des choix au local en «détechnicisant» le débat.

Qui ? 280 élus membres du Club DD des élus girondins : maires, adjoints, conseillers municipaux, conseillers généraux, conseillers régionaux et parlementaires.

Où ? Au centre Condorcet.

Quand ? Tous les 3 mois.

Comment ? Chaque thème est défini ensemble. Lors des séquences, les élus disposent d'un dossier participant complet. Les points mis au débat sont présentés par des élus d'ici et d'ailleurs en tables rondes. Depuis 2013, les temps d'échanges entre élus débouchent sur des contributions écrites du Club DD Girondin qui sont transmises au plan local et national.

Et maintenant ? Il faut envisager des rencontres territoriales du Club DD des élus à l'échelle des SCOT et renouveler le réseau suite aux élections municipales de mars 2014.



Transition sociétale

Evaluation par les pairs de l'Acte 2 de l'Agenda 21 de la Gironde

Quoi ? Une manière nouvelle d'évaluer en mobilisant des «pairs», des compétences d'évaluation des politiques publiques et des compétences de design.

Pourquoi ? Pour dessiner la forme de l'Acte 3 de la Gironde qui tire le mieux parti des acquis techniques et méthodologiques des 10 années passées et des dynamiques transversales existantes en visant à être «à la hauteur des enjeux»

Qui ? 5 pairs d'autres Conseils Généraux de France, 5 pairs des réseaux nationaux, 5 pairs du réseau des Agenda 21 de Gironde, 5 pairs du Département de la Gironde, 5 pairs citoyens ayant contribué à l'évaluation du 1er programme d'actions Agenda 21. Accompagnement par Planète Publique (évaluation) et SDS (design prospectif)

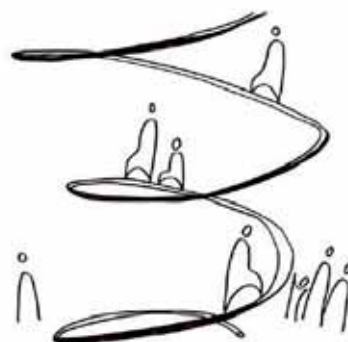
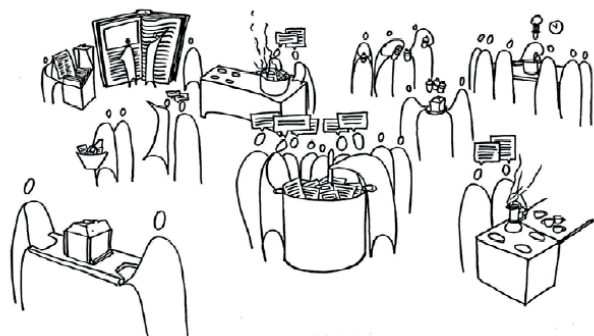
Où ? Dans des lieux différents pour penser différemment : à bord de la péniche Le Royal, à la fabrique POLA.

Quand ? 2ème semestre 2013 : 2 journées en octobre, 1 en novembre, restitution lors des rencontres interdépartementales pour le développement durable, Reve[S]olutions, les 12 et 13 décembre 2013.

Comment ? En croisant les éléments bilan de l'Acte 2 et les éléments prospectifs «la coresponsabilité sociétale territoriale en Gironde en 2033», en filmant les scénarios, en proposant des images pour l'Acte 3 de l'Agenda 21.

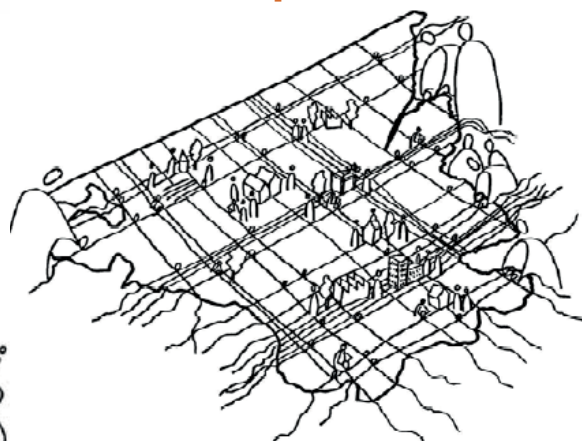
Et maintenant ? L'Acte 3 de l'Agenda 21 de la Gironde a intégré ces 3 images. Il devient «Laboratoire de coresponsabilité sociétale» autour d'un objectif unique : le bien-être de tous et 3 Défis.

Agenda 21 : Cuisine des solutions girondines



Agenda 21 : Tapis noué de coresponsabilité

Agenda 21 : Ressort citoyen



Transition sociétale

Enquête sur le Bien-être des girondins
en 2013 - Datavisualisation



ZOOM SUR

LE BIEN-ETRE CITOYEN EN GIRONDE

600

RÉPONSES AU
QUESTIONNAIRE

150

ENTRETIENS

10

JOURS DE CONSULTATION À
LA FOIRE INTERNATIONALE DE BORDEAUX

1 000

PERSONNES DONDÉES
AU TOTAL

Comment vont
les Girondins ?

SUR UNE ÉCHELLE DE 1 À 10



8.3

Les artisans-exploitants
manifestent le plus haut
degré de bien-être qui se
situe en moyenne à 8,3

7.2

Sur une échelle de 0 à
10, les Girondins
situent leur degré de
bien-être, en moyenne,
autour de 7,2

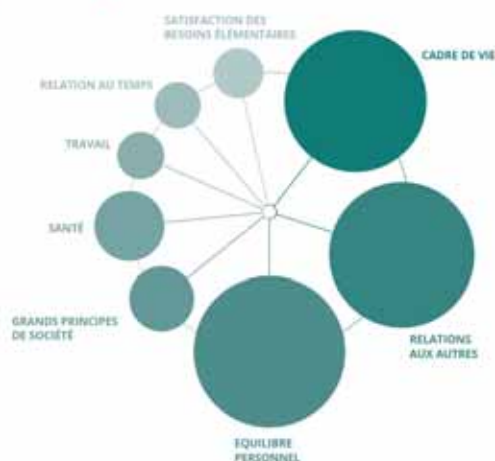
6.3

Les sans-activité
manifestent le plus bas
niveau de bien-être avec
une moyenne de 6,3

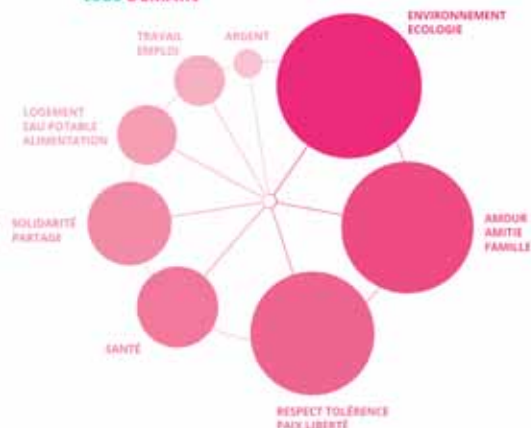
Les femmes font part d'un niveau de
bien-être légèrement supérieur à celui
des hommes avec un sentiment
d'accomplissement nettement
supérieur à celui des hommes



> ce qui fait le bien-être pour les Girondins
AUJOURD'HUI



> ce qui est indispensable pour le bien-être de
tous DEMAIN



Transition sociétale

Enquête sur le Bien-être des girondins en 2013 - Datavisualisation

Gironde LE DÉPARTEMENT

Votre département | Solidarité | Santé | Logement | Mobilités | Aménagement | Economie | Pacte Numérique | Jeunesse | Environnement | Culture | Sports et loisirs | Agenda 21

L'agenda 21 de la Gironde | L'agenda 21 en réseau | Responsabilité sociétale | Le Plan Climat Air Énergie | Ça se passe près de chez vous

Vous êtes ici: Accueil > Agenda 21

Écoutez

[Enquête] Le bien-être citoyen en Gironde

14 mars 2014

C'est à l'occasion de l'opération Caravane Rio 21 que le Département et ses partenaires (DREAL, Cap-Sciences, Graine Aquitaine et de nombreuses collectivités girondines) ont lancé une **vaste consultation citoyenne sur la question du bien-être**.

L'idée est de pouvoir apprécier la situation du territoire au regard de ce qui compte vraiment pour les gens et réaffirmer que le bien-être humain est au cœur du développement durable.

Une photographie du bien-être Aquitain

Ce sont plusieurs mois d'itinérance régionale qui ont permis aux acteurs de la Caravane Rio 21 de recueillir une **première photographie du bien-être des Aquitains**.

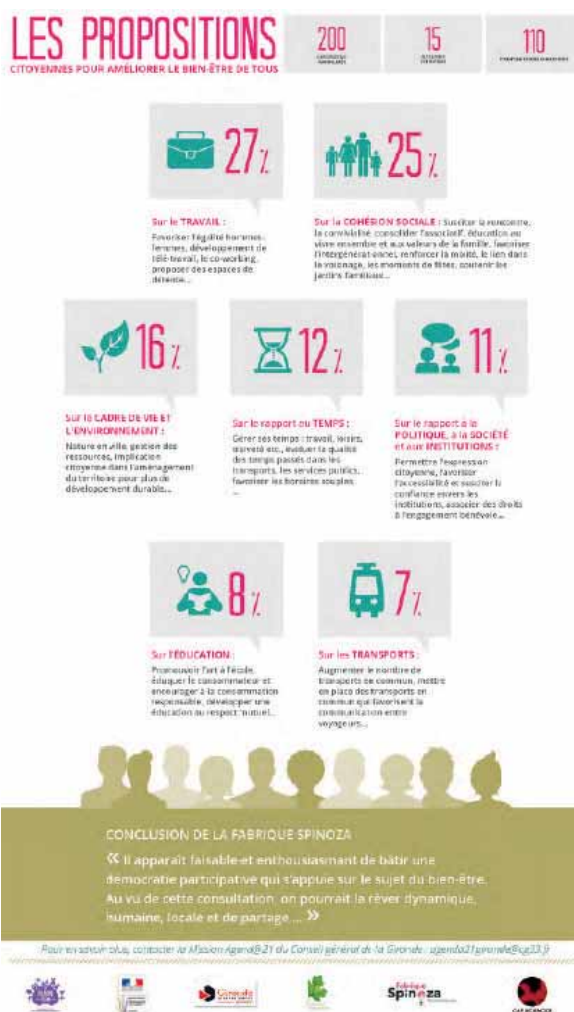
Le déploiement d'un **questionnaire en ligne** a ainsi permis d'identifier les **critères de bien-être** pour les Aquitains aujourd'hui et d'appréhender **ce qui est indispensable au bien-être de tous demain**.

10 FAMILLE DE MOTS LES PLUS CITES

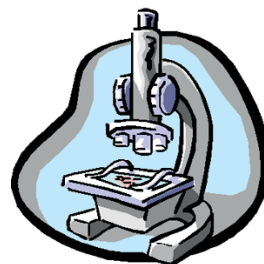
Il se agit fait le bien-être pour les aquitains aujourd'hui

A VOTRE SERVICE

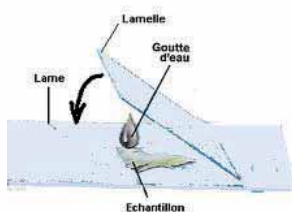
- Inscrire aux formations des bénévoles
- Obtenir des conseils en économie d'énergie
- Découvrir le site Open Data du Département
- Tous les services en ligne du Département
- Demander un autocollant RTMP



Sous le microscope : La bourse aux ingéniosités girondines



Derrière l'outil...



Lamelle n°1 : Problématique et hypothèses

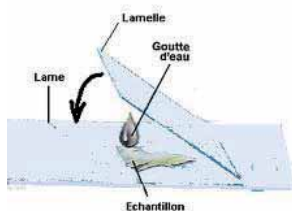
Le CDA21 mobilise en son sein un nombre croissant de compétences

Le passage à l'acte nécessite des compétences territoriales de DD spécifiques et interdépendantes qui n'existent pas chez un seul acteur.

Elles doivent se partager pour s'affûter.

On fait l'hypothèse qu'à l'échelle de la Gironde ces compétences territoriales de DD existent entièrement ou partiellement sur l'ensemble des acteurs.

(Et si l'hypothèse est fausse, on fait le pari que l'on peut individuellement et collectivement acquérir les compétences absentes ou nouvelles...)



Lamelle n°2 : les objectifs

Favoriser la transmission des savoir-faire c'est-à-dire permettre la mise en lien et la pérennisation des savoirs expérimentiels

Obtenir une collaboration accrue des acteurs du réseau c'est-à-dire permettre la mobilisation des ressources et initier de nouvelles synergies

Structurer et doter la coordination des acteurs d'un support méthodologique c'est-à-dire modéliser un système expert à l'échelle du territoire girondin

Un fort enjeu de partage et de diffusion au sein du réseau et au-delà du réseau :

CONNAÎTRE POUR PARTAGER : un besoin de connaissance des compétences existantes au sein du réseau, pour « se mettre à disposition les uns des autres »

APPRENDRE LES UNS DES AUTRES : un besoin de repérage des compétences dans tous les champs du DD en particulier les sujets en émergence pour une montée en compétence collective

DEMULTIPLIER et DIFFUSER : un souhait d'impulser une dynamique territoriale multi-acteurs et citoyenne tout en renforçant la capacité du réseau à approfondir les champs du développement durable dans toute leur complexité.

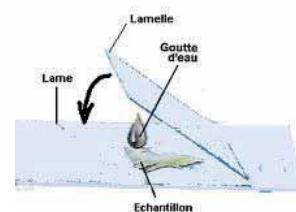
PRINCIPES ACTIFS

MOUVEMENT, ENVIE La bourse est « vivante » et s'enrichit au fur et à mesure de l'expérience acquise et partagée par chacun des membres. Il n'y a pas de hiérarchie entre les compétences échangées. Un échange = un échange. L'attestation de compétence est l'envie de la mettre en partage. L'évaluation se fait par les 2 parties à l'aune du partage réalisé

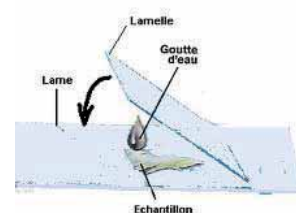
PARTAGE, RECIPROCITE La bourse en place des échanges fructueux et réciproques entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent. On ne saurait ainsi demander plusieurs fois sans avoir à son tour fait bénéficier les autres membres de son expérience.

APPRENTISSAGE Une fois une réponse reçue et mise en œuvre, on pourra considérer que la personne qui a fait la demande devient plus compétente à son tour et peut (dans un cadre d'enrichissement réciproque) partager son expérience acquise en retour.

AGILITE Le système vit et reste mouvant en terme d'identification des bons interlocuteurs de part la pertinence, l'efficacité et l'efficacité des partages d'expérience en fonction de l'évaluation des résultats obtenus en retour.



Lamelle n°3 : Les enjeux



Lamelle n°4 : Les principes actifs

SEL de nous...



Veuillez accepter la charte d'utilisation de la Bourse de Compétences

La participation à la Bourse de compétences développement durable s'effectue dans l'acceptation de sa finalité, de principes généraux et d'engagements individuels.

La conduite de projet d'un Agenda 21 sollicite de nombreux champs de compétences. A ce jour, près de 52 collectivités et de nombreux partenaires sont membres du réseau girondin des Agenda 21, le Conseil Départemental des Agenda 21 de Gironde, représentant près de 650 personnes physiques impliquées.

La dynamique de réseau mobilise d'ores et déjà un nombre croissant de compétences. Formellement, personne n'est compétent en tout au sein du réseau. En revanche, une fois associées les compétences de chacun, le réseau peut certainement se prévaloir d'un important niveau de compétences partagées.

La bourse de compétences développement durable de la Gironde vise à l'amélioration des capacités locales de mise en œuvre du projet territorial de développement durable animé par les collectivités et mobilisant les acteurs girondins. A ce titre, elle contribue à l'amélioration continue du système constitué des acteurs girondins dont les compétences participent à développement durable.

En signant cette charte je m'engage à :

- partager mes compétences contribuant au projet territorial de DD
- minorer dans une perspective de réciprocité des échanges à la fois comme offreur et comme demandeur
- participer à une dynamique d'apprentissage continu et de développement des capacités DD par et pour tous en Gironde

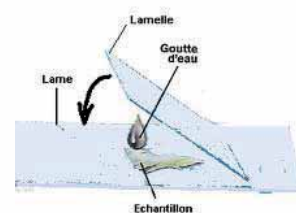
La bourse de compétences garantit l'anonymat des demandes et des réponses mais veille à la transparence de la nature et de la temporalité des échanges.

En signant cette charte, j'accepte les modalités opérationnelles suivantes :

- Renseigner en toute sincérité les informations que j'inscris dans la bourse de compétences, en particulier, dans l'autoévaluation de mes envies, de mes compétences et de mes savoirs et dans l'évaluation à posteriori de l'échange de compétences réalisé ;
- Actualiser mes niveaux d'envie et mon offre de compétences dans le respect de la périodicité prévue ;
- Décrire de façon détaillée et circonstanciée l'ensemble de mes demandes et propositions d'échanges de compétences ou de services, pour assurer un haut niveau de pertinence de la réponse proposée ;
- Respecter le principe de réciprocité, c'est-à-dire que je veille à me positionner initialement à la fois comme demandeur et comme offreur de compétences et qu'en suite je veille à un équilibre entre mes demandes et mes offres d'échanges de compétences ou de services ;
- Evaluer de façon anonyme et sincère d'une part chacun des échanges dont j'ai bénéficiés et d'autre part chacune des demandes que j'ai formulées, sur la base des critères définis et partagés par tous les membres du réseau ;
- Répondre à toute demande qui m'est faite dans un délai maximal de 72 h, pour permettre aux demandeurs de relancer si nécessaire sa demande.

☒ Valider

☐ Refuser



Lamelle n°5 : la charte



Depuis un an, la vie au réseau...



Aout 2013

22 et 23 août : Université d'Été de la Communication pour un DD

Septembre 2013

12 septembre – Atelier Biodiversité – Accompagnement Ville de Saint-Seurin-sur-l'Isle

13 septembre : atelier mensuel du réseau CDA21

23 et 24 septembre – Séminaire annuel du CDA21 - initiation à la méthode ascendante SPIRAL

Octobre 2013

8 et 9 octobre - Evaluation par les pairs, Péniche le Royal (séances 1 et 2 /3)

11 octobre - Formation action Appel à projet Solidarités écologiques - Insertion, formation, emploi

23 octobre - Plateforme ISO 26000 du Sud Ouest (Toulouse)

Novembre 2013

07 novembre – Formation action Appel à projet Aménagement durable – Travailler en transversalité

15 novembre – Formation action Appel à projet Solidarités écologiques– Insertion, formation, emploi

21 novembre – Atelier mensuel du réseau CDA21

25 et 26 novembre - 7èmes assises nationales du DD (ANDD - Marseille)

Décembre 2013

12 et 13 décembre - Reve[S]olutions - Rencontres interdépartementales pour un Développement Durable

13 décembre - La cuisine des solutions girondines, témoignages des porteurs d'alternatives sociétales.

13 décembre : Remise des Trophées de l'Agenda 21 de la Gironde

17 décembre - Formation action Appel à projet Solidarités écologiques

17 décembre - 11ème Comité de pilotage régional des Agenda 21 locaux - CRA21

Janvier 2014

17 janvier - Atelier mensuel du réseau CDA21

21 janvier – Atelier Cartable sain

21 janvier – Infolab

22 janvier – Info lab

24 janvier – Formation action Appel à projet Solidarités écologiques

31 janvier – Club DD des élus girondins SPECIAL «municipales 14»

Février 2014

04 février – Formation action Appel à projet Solidarités écologiques - Diagnostic territorial

05 février – GT Coresponsabilité sociétale - Préfiguration Atelier «Indicateurs de contribution»

11 février – Formation action Appel à projet Solidarités écologiques - Citoyenneté

13 février – Infolab

Mars 2014

04 mars – Groupe de travail Ecole saine

05 mars – Infolab

06 mars – Formation action Appel à projet aménagement durable

11 mars – Formation action Appel à projet Solidarités écologiques – Citoyenneté

13 mars – AMCP et Plateforme Rio +20 – Objectifs DD mondiaux (Paris) – Poste 2015

17 mars - Atelier «Indices de contribution»

20 mars – Atelier mensuel du réseau /Mac'Eau + le numérique dans les A21

21-23 mars - Formation «Dynamiseurs» SPIRAL, 4 membres du réseau formateurs de formateurs à cette méthode (Strasbourg)

25 mars – Formation action Appel à projet aménagement durable

26 mars - GT national Evaluation des Agenda 21 (Paris)

Avril 2014

Du 1er au 7 avril - Semaine Nationale du Développement Durable

8 avril – Groupe Travail Ecole saine

9 avril - Accueil session Collège des Hautes Etudes en DD, CHEDD Aquitaine

10 avril – Atelier mensuel du réseau CDA21

15 avril – Formation action Solidarités écologiques - Citoyenneté

29 avril – Formation action Solidarités écologiques – Bilan phase 1

Mai 2014

15 mai – Atelier mensuel/ Défi Capacité Alimentaire Acte 3 Agenda 21 de la Gironde
19 et 20 mai – Atelier « Indices de contribution » (2/3)
22 mai – Formation action appel à projet aménagement durable
27 et 28 mai – Formation « Facilitateurs » de la méthode ascendante SPIRAL - CNFPT

Juin 2014

5 juin – Initiation SPIRAL Colibris Gironde
12 juin – atelier mensuel du réseau : préparation du comité de pilotage
19-juin – Formation action appel à projet aménagement durable
20 juin – GT national évaluation des Agenda 21 (3/3)
23 juin – Célébration (interne) 10 ans de l'Agenda 21 de la Gironde
24 juin – Réseau Responding Together – Partage des indices de contribution girondins (Strasbourg)
26 Juin – GT Biodiversité

Juillet 2014

Jeudi 04 juillet _ COPIL annuel du CDA21 et 1er Club DD des élus girondins post-municipales
08-juillet – Formation action appel à projet aménagement durable
10 juillet – Formation action appel à projet Solidarités écologiques

Les RDV de la rentrée :

Septembre 2014

(À caler) – Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
10 septembre – Préparation colloque national Agenda 21 de demain du 4 déc. (Paris)
11 Septembre – Formation action Aménagement durable (AAP 2012-2014)
18 et 19 septembre – Formation « Facilitateurs » de la méthode ascendante SPIRAL (CNFPT)
(A caler) - Atelier «Indices de contribution» du GT Coresponsabilité sociétale (3/3)

Octobre 2014

2 et 3 octobre – «Séminaire annuel du CDA21»: démarche A21, stratégie/ actions, mobilisation et contributions

(À caler) – Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
9 Octobre - Formation action Aménagement durable (AAP 2012-2014)
10, 11, 12 octobre – Alternatiba Gironde : débats et village des alternatives (Bordeaux)
21 octobre – Atelier mensuel du réseau
Les 16 et 17 octobre 2014 seront organisées par le Conseil Général les deuxièmes assises nationales de la médiation numérique.

Novembre 2014

(À caler) – Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
20 novembre – Atelier mensuel du réseau

Décembre 2014

(À caler) – Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
4 décembre - Colloque national «Agenda 21 de demain» - Ministère DD - Paris
9 décembre – Atelier mensuel du réseau des Agenda 21 de Gironde
10 et 11 décembre – Les Boussoles « Les enjeux de la transition numérique de l'éducation du Numérique »
12 décembre : Formation action Aménagement durable (AAP 2012-2014)



A noter :
le prochain séminaire annuel du CDA21
aura lieu les 2 et 3 octobre 2014



Réalisation : Mission Agenda 21 - Conseil Général de la Gironde - juillet 2014
Pour plus d'info : agenda21gironde@cg33.fr